

Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

VINGT-DEUXIÈME SESSION

Documents officiels

DEUXIÈME COMMISSION, 1127^e
SÉANCE

Jeudi 19 octobre 1967,
à 10 h 55



NEW YORK

SOMMAIRE

Point 42 de l'ordre du jour:

Financement extérieur du développement économique des pays en voie de développement (suite):

- a) *Accélération du courant des capitaux et de l'assistance technique destinés aux pays en voie de développement: rapport du Secrétaire général;*
- b) *Sorties de capitaux des pays en voie de développement: rapport du Secrétaire général* 99

Point 39 de l'ordre du jour:

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel: rapport du Conseil du développement industriel (suite) 103

Président: M. Jorge Pablo FERNANDINI
(Pérou).

POINT 42 DE L'ORDRE DU JOUR

Financement extérieur du développement économique des pays en voie de développement (suite) [A/6703, chap. V, sect. I; A/6703/Add.1, chap. IV; A/6848, E/4408/Rev.1]:

- a) Accélération du courant des capitaux et de l'assistance technique destinés aux pays en voie de développement: rapport du Secrétaire général (E/4274 et Add.1, E/4293 et Add.1 et 2, E/4327, E/4371, E/4375);
- b) Sorties de capitaux des pays en voie de développement: rapport du Secrétaire général (E/4374 et Add.1 et 2)

1. M. TIWARI (Inde) estime que le taux de croissance annuel de 5 p. 100 fixé pour la Décennie des Nations Unies pour le développement n'était nullement ambitieux mais que pour l'atteindre il faut doubler le volume des investissements dans les pays en voie de développement. Sans aucun doute, ces pays doivent consentir l'effort principal, mais l'assistance économique étrangère leur est indispensable pour compenser l'insuffisance inévitable des économies qu'ils sont à même de réaliser. Pour améliorer leur niveau de vie de façon même modeste, ils ont besoin que les pays développés leur fournissent une aide substantielle en capitaux à des conditions appropriées.

2. Par sa résolution 2170 (XXI), l'Assemblée générale a fait sienne la résolution 1183 (XLI) du Conseil économique et social. Toutefois, les auteurs de cette résolution constatent avec inquiétude que sa mise en application n'enregistre aucun progrès. A l'heure actuelle, la Commission n'est encore saisie que d'un

seul des rapports prévus dans cette résolution, à savoir le rapport du Secrétaire général intitulé "Les facteurs qui affectent l'aptitude des pays développés à fournir des ressources aux pays en voie de développement" (E/4375).

3. Les données et les chiffres disponibles montrent clairement que les ressources extérieures que la communauté mondiale devait fournir aux pays en voie de développement sont inadéquates, tant en ce qui concerne leur volume que les conditions dont elles sont assorties. La résolution 1183 (XLI) du Conseil économique et social prie les pays développés d'atteindre et, si possible, de dépasser pour 1970 l'objectif de la fourniture aux pays en voie de développement, sous forme de ressources extérieures, de l'équivalent de 1 p. 100 de leur revenu national propre. Le rapport annuel du Secrétaire général intitulé "Le courant international des capitaux à long terme et des donations publiques, 1961-1966" (E/4371) indique que le courant net des ressources extérieures aux pays en voie de développement, qui, en 1961, représentait 0,83 p. 100 du produit national brut combiné des pays à économie de marché n'a cessé de décroître jusqu'en 1964, où il n'était plus que de 0,65 p. 100. Si en 1965 ce chiffre est passé à 0,70 p. 100, il n'est pas certain qu'il s'agisse là d'une tendance durable. Ce rapport indique également qu'en 1965 seuls deux des pays développés à économie de marché ont fourni aux pays en voie de développement des ressources représentant plus de 1 p. 100 de leur produit national brut. Fait significatif, les seuls pays ayant accru leur aide sont de petits donateurs. Toutefois, il faut noter avec satisfaction que les pays à économie planifiée ont, en 1966, presque doublé le volume de leurs crédits au développement.

4. Pour la première fois, le rapport du Secrétaire général fait état du transfert de ressources entre pays en voie de développement eux-mêmes. A cet égard, l'Inde s'est efforcée, en dépit de ses propres difficultés, de fournir une assistance économique et technique à d'autres pays en voie de développement, offrant de former plusieurs milliers de ressortissants d'autres pays au titre du Plan de Colombo et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et coopérant avec d'autres pays en voie de développement, dans le cadre d'accords bilatéraux et multilatéraux.

5. Le rapport du Secrétaire général sur l'aptitude des pays développés à fournir des ressources aux pays en voie de développement (E/4375) souligne les difficultés de balance des paiements éprouvées par nombre de pays donateurs. Il faut espérer que le nouveau projet de création de droits de tirage spéciaux dans le cadre du Fonds monétaire international (FMI) leur permettra de poursuivre une politique plus libé-

rale en ce qui concerne la fourniture de ressources extérieures aux pays en voie de développement. Ce rapport contient également certaines suggestions intéressantes quant aux mesures à prendre pour aplanir certains obstacles au courant des ressources vers les pays en voie de développement, tels que les compressions budgétaires.

6. Passant à la question des conditions de l'aide, M. Tiwari fait observer qu'en ce qui concerne les taux d'intérêts et les échéances, la résolution 1183 (XLI) énonce des objectifs précis à atteindre pour 1968 au plus tard. Il conviendrait que le Secrétaire général fournisse des renseignements détaillés sur ce qui a été fait à cet égard et que les pays développés s'efforcent davantage de fournir leur assistance sous forme de donations et de prêts à des taux d'intérêts peu élevés avec de longs délais de remboursement. La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) a souligné le problème que pose l'aggravation des charges relatives au service de la dette des pays en voie de développement. Si les prêts aux pays en voie de développement continuent de se faire aux taux d'intérêts et conditions actuels, on estime qu'après 1975 il y aura un transfert net de ressources de ces pays vers les pays développés. La résolution 1183 (XLI) du Conseil économique et social contient des recommandations importantes visant à délier les prêts par rapport aux sources de fournitures. Il est indispensable aussi d'accroître la proportion de l'aide non affectée à des projets particuliers. La charge imposée aux pays en voie de développement est encore aggravée par l'insistance que mettent les pays prêteurs à ce que les remboursements s'effectuent uniquement en monnaies convertibles. La résolution souligne également la nécessité de fournir l'aide de façon continue et à long terme de manière à assurer aux pays en voie de développement un courant continu de ressources extérieures qui ne soit pas affecté par des facteurs non économiques.

7. Le rapport préparé par un groupe d'experts désignés par le Secrétaire général intitulé Mesure du courant des ressources vers les pays en voie de développement (E/4327) a contribué à clarifier les problèmes que pose cette tâche; il serait bon d'appliquer les recommandations qu'il contient.

8. N'étant qu'un document intérimaire, le rapport du Secrétaire général intitulé "Sorties de capitaux des pays en voie de développement" (E/4374) ne pourra être examiné qu'à un stade ultérieur. Toutefois, le volume du courant inverse des capitaux des pays en voie de développement vers les pays développés menaçant de prendre des proportions considérables, on ne peut se permettre de retarder l'examen des mesures urgentes qui s'imposent en la matière.

9. La délégation indienne se félicite des conclusions et recommandations contenues dans les rapports du Secrétaire général intitulés Développement des investissements privés étrangers dans les pays en voie de développement (E/4293) et Crédits à l'exportation et financement du développement (E/4274). L'Inde a toujours bien accueilli les capitaux privés étrangers assortis de conditions raisonnables.

10. En terminant, M. Tiwari fait appel aux pays développés pour qu'ils examinent la question du Fonds

d'équipement des Nations Unies dans un esprit de compréhension et de bonne volonté et il demande aux principaux gouvernements intéressés de faire d'urgence des efforts en vue de reconstituer les ressources de l'Association internationale de développement (AID).

11. M. ABE (Japon) s'inquiète du déroulement quelque peu désordonné des travaux de la Commission. Il estime que les membres devraient être informés suffisamment à l'avance de toutes les modifications apportées au programme de travail pour qu'ils puissent prendre leurs dispositions en conséquence.

12. C'est avec satisfaction que la délégation japonaise a pris connaissance des documents préparés par le Secrétariat. Toutefois, pour en améliorer le contenu il faudrait disposer de données plus complètes et plus significatives que celles que contenaient jusqu'à présent les rapports annuels du Secrétaire général sur le courant international des capitaux à long terme et les donations publiques.

13. Les recommandations formulées dans le rapport rédigé par le groupe d'experts, intitulé Mesure du courant des ressources vers les pays en voie de développement (E/4327, p. xv à xviii) auront une grande valeur à cet égard, notamment en permettant d'unifier les données recueillies par l'Organisation des Nations Unies et celles de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Toutefois, l'amélioration des données relatives au courant des capitaux ne peut incomber uniquement au Secrétariat, et il serait bon que les Etats Membres développés et en voie de développement, quels que soient leurs systèmes économique et social, contribuent à cette tâche. La délégation japonaise est reconnaissante au groupe d'experts pour le travail qu'il a accompli mais, en ce qui concerne le dénominateur de l'objectif de 1 p. 100, elle continue de préférer le produit national net qui traduit mieux la capacité d'assistance d'un pays.

14. Le rapport du Secrétaire général sur le courant international des capitaux à long terme (E/4371) présente un tableau assez inquiétant. Le Japon reconnaît que le volume du courant de ressources n'est pas proportionné aux besoins des pays en voie de développement. Toutefois, il serait trop simpliste de croire que la croissance économique des pays développés entraîne automatiquement un accroissement correspondant de leur capacité de fournir une assistance au développement. Un taux de croissance élevé peut n'être que le résultat des pressions de la demande intérieure, lesquelles peuvent entraîner des difficultés budgétaires et de balances de paiements, empêchant le pays d'accroître son aide. Dans les pays développés, le rapport entre la croissance économique et la capacité de fournir une assistance doit être envisagé comme une question à long terme. Il conviendrait donc d'examiner soigneusement les facteurs qui affectent l'aptitude des pays développés à fournir des ressources aux pays en voie de développement, comme le Secrétaire général le fait dans son rapport (E/4375).

15. Dans ce même rapport, le Secrétaire général constate que les questions internationales n'intéressent guère la majorité des électeurs. En ce qui

concerne le Japon, il s'agit là d'une exagération. Si l'appareil législatif japonais ne s'était préoccupé que de la pauvreté intérieure, il aurait certainement accordé moins de crédits à l'assistance. Petit pays, le Japon ne dispose que de peu de ressources naturelles et, en ce qui concerne le revenu *per capita*, il ne se classe qu'au 22ème rang. Si l'on examine l'économie japonaise sous l'angle de la richesse nationale plutôt que du revenu national, le fossé qui sépare le pays d'autres pays industrialisés est encore plus évident. Néanmoins, le peuple japonais est tout à fait disposé à contribuer au mieux-être des populations des pays en voie de développement. Ayant eux-mêmes à fournir de grands efforts pour améliorer leur niveau de vie dans des conditions défavorables, les Japonais se rendent compte des difficultés qu'éprouvent les autres pays. Entre 1961 et 1966, le volume de l'aide accordée par le Japon au développement a presque triplé; c'est une réalisation considérable. Il ne faut pas juger les efforts que fait un pays en matière d'assistance uniquement sur les résultats; il faut également tenir compte des conditions dans lesquelles ces efforts ont été fournis. Le problème qui se pose au Japon ne peut être résolu par aucune des mesures proposées par le Secrétaire général et qui visent à isoler le financement du développement des difficultés budgétaires ou de balances des paiements. La solution à ce problème réside dans les efforts que fait le gouvernement pour informer les contribuables de l'importance et de la nature complexe de l'assistance au développement et de la meilleure utilisation qui en est faite par les donateurs et bénéficiaires à mesure qu'ils gagnent en expérience. Certes, il ne faut pas cacher à l'opinion publique qu'il s'agit là d'une tâche de longue haleine, mais que le sacrifice en vaut la peine. A cet égard, il conviendrait que les pays en voie de développement s'efforcent davantage de mobiliser les ressources disponibles en exécutant efficacement leurs plans de développement et en réalisant diverses réformes institutionnelles.

16. Les capitaux privés sont souvent le meilleur moyen pour accélérer la croissance économique et la diversification de l'économie des pays en voie de développement. Il est encourageant de constater que les pays bénéficiaires adoptent progressivement une attitude moins doctrinaire à l'égard de la recherche du profit qui anime les investisseurs privés. C'est pourquoi le Gouvernement japonais a pris diverses mesures en vue de favoriser les investissements privés dans les pays en voie de développement, fournissant une assistance financière aux institutions privées, instaurant un système de garantie aux investissements, accordant des exonérations fiscales aux sociétés privées investissant dans les pays en voie de développement et concluant des traités de commerce contenant des dispositions relatives à la protection des investissements privés. Toutefois, le secteur privé est particulièrement sensible aux facteurs économiques. Et c'est ainsi qu'une partie au moins des capitaux privés qui auraient pu être investis dans les pays en voie de développement l'ont été dans des pays développés, où les possibilités d'investissements rentables sont pratiquement illimitées. Dans ces conditions, il conviendrait que les pays en voie de développement soucieux d'attirer les capitaux

privés étrangers créent chez eux le climat propice aux investissements en offrant aux investisseurs des conditions favorables. On ne peut que se féliciter des mesures prises à cette fin par certains pays en voie de développement. Il faut d'autre part que les gouvernements et les entreprises privées recherchent de concert les moyens d'harmoniser les programmes de développement et les politiques d'investissement. Certes, même ainsi, il se produira des conflits d'intérêt qu'il faudra chercher à concilier. A cet égard, la création du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements est un important pas en avant. Le Japon a ratifié la Convention de mars 1967 créant le Centre dans l'espoir qu'elle servira à favoriser le courant des capitaux privés vers les pays en voie de développement.

17. Le PRESIDENT, répondant aux observations formulées par le représentant du Japon, fait observer que jusqu'à présent le programme de travail repris dans le document A/C.2/L.952 a été suivi fidèlement. Certes, l'examen du point 42 de l'ordre du jour ne pourra être terminé dans les délais prévus, mais on ne peut non plus donner au programme de travail une trop grande rigidité. En tout état de cause, il n'est pas indispensable d'en établir un nouveau avant la fin de la reprise de la quarante-troisième session du Conseil économique et social. Alors, le Secrétariat publiera un nouveau document indiquant certains ajustements. A cet effet, il conviendrait que les délégations présentent sans trop tarder leurs projets de résolution concernant les différents points à l'ordre du jour.

18. M. RANKIN (Canada) regrette que le courant de capitaux vers les pays en voie de développement n'ait pas augmenté au même rythme que le revenu national des pays développés. Toutefois, le volume de l'assistance n'est pas le seul élément d'appréciation en la matière. Sa qualité — c'est-à-dire les conditions auxquelles elle est accordée, la proportion de l'aide liée et sa répartition géographique — a également une grande importance. La situation dans ce domaine n'incite guère à l'optimisme. Conscient de la nécessité d'y remédier, le Canada a, en 1966, fourni près de 90 p. 100 de son assistance sous forme de donations et de crédits au développement portant un intérêt de 3 p. 100 ou moins. Pour l'essentiel, ses crédits au développement sont désormais accordés sans intérêt et sont remboursables en 50 ans. Par nécessité plutôt que par conviction, son pays continue de lier la majeure partie de l'assistance qu'il fournit bilatéralement à l'achat de biens et de services canadiens. Toutefois, une proportion croissante de l'aide canadienne est acheminée par des institutions internationales et n'est donc pas assortie de clauses restrictives. Pour ce qui est de l'aide bilatérale, le Canada espère parvenir à un accord avec les principaux donateurs pour la délier progressivement. Dans l'intervalle, il fait tout ce qui est en son pouvoir pour limiter les conséquences nuisibles de l'aide liée.

19. Abordant le rapport sur l'encouragement des investissements étrangers privés dans les pays en voie de développement (E/4293), M. Rankin estime que la structure des courants de capitaux privés vers les pays du tiers monde est dans une large mesure

déterminée par le jeu des forces économiques sous-jacentes. Le taux élevé de croissance économique des principaux pays industriels a créé des possibilités d'investissement exceptionnelles et a certainement détourné certains capitaux privés des pays en voie de développement. Ces derniers doivent de leur côté créer un climat favorable à ce genre d'investissements. La délégation canadienne fait siennes les suggestions formulées à cet égard dans le rapport du Secrétaire général (garanties quant au transfert des capitaux et des revenus d'investissements, mise en valeur par les investisseurs étrangers des ressources humaines et matérielles des pays bénéficiaires, allègements fiscaux, etc.).

20. S'agissant du rapport sur le crédit à l'exportation et le financement du développement (E/4274), le représentant du Canada rappelle que sa délégation a appuyé la résolution 1270 (XLIII) par laquelle le Conseil économique et social a prié le Secrétaire général de consulter les Etats Membres quant aux meilleurs moyens d'établir les systèmes nationaux et régionaux les plus pratiques pour le financement des exportations de biens d'équipement par les pays en voie de développement et entre ces pays. Elle attend avec intérêt les résultats de cette étude.

21. Il est certain que la question des sorties de capitaux des pays en voie de développement exige des recherches approfondies. Toutefois, les statisticiens continuent d'être gênés par l'absence de données sûres pour en évaluer l'importance. M. Rankin exprime à ce propos l'espoir qu'il y aura davantage de réponses au questionnaire du Secrétaire général (voir E/4374).

22. Il ressort du rapport du Secrétaire général (E/4374) que le problème fondamental demeure celui du volume de l'aide financière mise à la disposition des pays en voie de développement. A cet égard, la reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement revêt une importance essentielle. Le Ministre des finances du Canada a précisé à ce propos à la réunion commune de la BIRD, de l'AID et du FMI qui eut lieu en septembre à Rio de Janeiro, que le niveau de ces ressources devrait être sensiblement plus élevé que celui qui est actuellement prévu. Or les pays qui sont le mieux à même d'aider les pays en voie de développement connaissent actuellement des difficultés budgétaires et de balance des paiements. Aussi est-il peut-être nécessaire de prévoir certaines garanties concernant la balance des paiements dans la reconstitution des ressources de l'AID, mais ces garanties doivent être temporaires et, sans lever l'obligation des pays donateurs d'augmenter leur contribution, permettre seulement de la différer. Le Canada est prêt pour sa part à augmenter sa contribution et appuie les résolutions correspondantes du Conseil économique et social et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

23. M. PATRIOTA (Brésil) dit que la diminution constante du courant des capitaux internationaux et la détérioration des conditions de l'assistance sont une des causes principales de la situation peu enviable que connaissent à l'heure actuelle les pays en voie de développement. En pourcentage du revenu national brut des pays développés à économie de marché, l'as-

sistance financière est tombée de 0,83 p. 100 par an en 1961 à 0,64 p. 100 en 1966. Alors que le revenu national des pays développés augmente en moyenne de 90 milliards de dollars par an, le volume global des ressources mises à la disposition du tiers monde s'est accru annuellement de 200 millions de dollars à peine entre 1961 et 1965. Les conditions de l'aide ont continué à se détériorer. La proportion globale des donations dans le courant brut des capitaux publics continue de décliner. Dans ces conditions, l'endettement des pays en voie de développement a atteint un chiffre record, et le coefficient global du service de la dette a plus que doublé depuis 1950, passant de 4 p. 100 à près de 9 p. 100. Au cours de la même période, les paiements annuels au titre des intérêts et du remboursement du principal ont augmenté de 400 p. 100. Ce fléchissement des apports nets de ressources a entraîné une réduction des disponibilités en devises des pays en voie de développement et il leur est de plus en plus difficile d'effectuer des ajustements à court terme pour éliminer les déficits de la balance des paiements.

24. Le Gouvernement brésilien est convaincu que rien ne saurait remplacer le financement extérieur. Bon nombre de délégations de pays développés ont insisté sur la nécessité de mobiliser les ressources intérieures des pays en voie de développement. Il ne semble pas qu'il appartienne à la Commission d'examiner cet aspect de la question, qui a été étudié par d'autres instances, en particulier par la CNUCED. M. Patriota tient à souligner à ce propos que non seulement la capacité d'absorption des pays en voie de développement a considérablement augmenté, mais qu'ils ont adopté des mesures propres à encourager des entrées plus importantes de capitaux étrangers.

25. Ces problèmes ont été analysés par la CNUCED, le Conseil économique et social et d'autres organismes internationaux. La Commission dispose par conséquent de directives précises en la matière. La délégation brésilienne ne croit pas qu'il faille à l'heure actuelle adopter de nouvelles dispositions. En revanche, il convient de mettre l'accent sur l'application des décisions déjà prises. Il y a lieu en particulier de combattre le ralentissement des activités d'organismes comme l'AID qui se spécialisent dans les prêts à long terme et à intérêt modéré, de remédier à la détérioration des conditions de l'aide et de poursuivre l'étude de ces questions, y compris de celles qui sont abordées dans le rapport intérimaire du Secrétaire général (E/4374), en vue de compléter l'analyse des sorties de capitaux des pays en voie de développement et mettre au point de nouvelles mesures pour les limiter.

26. La création du Fonds d'équipement des Nations Unies relève de la conception nouvelle de la coopération internationale qui a inspiré la Décennie des Nations Unies pour le développement. Elle traduit la prise de conscience par la communauté internationale de la nécessité de supporter la part plus importante du coût du développement des régions pauvres du globe et d'améliorer ainsi le sort des deux tiers de l'humanité. La délégation brésilienne s'associe à l'appel lancé par le représentant de l'Inde aux pays développés pour qu'ils fassent preuve de compréhension et de bonne volonté en abordant la question du Fonds d'équipement des Nations Unies.

27. M. LOPEZ (Philippines) dit que les organes de l'ONU s'occupent du problème du financement du développement économique des pays en voie de développement depuis 1950. Les représentants des Philippines ont souvent eu l'occasion, en diverses instances, de parler de l'échec de la Décennie des Nations Unies pour le développement. Cependant, pour l'instant, il s'agit avant tout de trouver des remèdes efficaces aux difficultés économiques que connaissent les pays en voie de développement.

28. En ce qui concerne les pays développés, le problème de l'accroissement du courant des ressources pour le développement réside surtout dans les difficultés dues à l'état de leur balance des paiements et dans les compressions budgétaires. A cet égard, le rapport du Secrétaire général (E/4375) mérite un examen approfondi. Ce rapport contient des suggestions relatives aux mesures que les pays développés pourraient prendre pour ne plus faire dépendre le volume des capitaux qu'ils consacrent aux pays en voie de développement de la situation de leur balance des paiements, ainsi qu'à la possibilité de ne plus appliquer des politiques restrictives aux pays en voie de développement. Ici, il convient de citer l'exemple de la Norvège qui a décidé de prélever un impôt de 0,25 p. 100 sur les revenus personnels aux fins de l'aide au développement.

29. Quant aux pays en voie de développement, leurs difficultés en la matière proviennent surtout de la brièveté des délais de remboursement, du taux élevé de l'intérêt et de la charge de plus en plus lourde que représente le service de leurs dettes. De plus, les dons qui leur sont accordés sont souvent liés à l'importation de certains produits à des prix déterminés, ce qui a pour effet de réduire la valeur réelle de l'aide apportée. L'aplanissement de certains de ces obstacles permettrait de réduire le courant inverse des capitaux des pays en voie de développement vers les pays développés.

30. La délégation philippine attache une importance particulière à la nécessité d'adopter des mesures visant à encourager les investissements de capitaux étrangers privés, les crédits à l'exportation et le financement du développement, ainsi que les réformes fiscales.

31. Pour ce qui est des investissements de capitaux étrangers privés, il va de soi qu'il incombe aux pays en voie de développement de les attirer par l'instauration d'un climat propice. Pour leur part, les Philippines viennent d'adopter une loi sur les encouragements aux investissements, qui prévoit l'octroi de toute une série d'avantages aux investisseurs et aux entreprises, touchant notamment leurs gains, la protection des brevets et la fiscalité. Le problème est cependant compliqué, puisqu'il s'agit pour les pays en voie de développement à la fois d'attirer des capitaux étrangers et de se prémunir contre la dépendance économique. Ces pays auraient avantage à échanger des renseignements sur les mesures qu'ils ont prises pour résoudre le dilemme. A cet égard, la délégation philippine appuie la proposition émise par le Secrétaire général dans sa note (E/4293/Add.2) tendant à réunir des fonctionnaires de gouvernements et d'institutions internationales, ainsi que des diri-

geants du secteur des investissements, pour leur permettre d'examiner le problème.

32. En ce qui concerne les crédits à l'exportation et le financement du développement, il serait utile d'étudier la question des taux d'intérêt desdits crédits, ainsi que l'élaboration d'une méthode de financement des importations de biens d'équipement par les pays en voie de développement.

33. Enfin, la délégation philippine serait heureuse de voir entreprendre des monographies par pays visant à déterminer les améliorations à introduire en vue de l'exécution de programmes de réforme fiscale.

POINT 39 DE L'ORDRE DU JOUR

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel: rapport du Conseil du développement industriel (suite*) [A/6703, chap. IX; A/6715/Rev.1, A/6800, A/6808, A/C.2/L.959]

34. M. SAHLOUL (Soudan), présentant au nom des auteurs le projet de résolution A/C.2/L.959, dit que ce texte vise à conférer à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) l'autonomie que prévoit la résolution 2152 (XXI) de l'Assemblée générale. On se souvient que cette résolution est née d'un compromis entre les opinions des pays en voie de développement souhaitant la création d'une institution spécialisée pour le développement industriel et celles de ceux qui y étaient opposés. Il importe en effet que l'ONUDI puisse exercer ses activités d'une manière indépendante, au même titre que les autres institutions spécialisées. Or, il est essentiel, à cette fin, que l'ONUDI se voie accorder les fonds dont elle a besoin dans le cadre d'un chapitre distinct du budget de l'ONU pour le programme d'assistance technique au développement industriel. C'est pourquoi le projet de résolution A/C.2/L.959 prévoit l'ouverture d'un tel chapitre au titre V de ce budget.

35. La délégation soudanaise est d'autre part convaincue que l'autonomie de l'ONUDI ne sera complète que lorsque le Conseil du développement industriel aura reçu les pouvoirs nécessaires pour formuler des directives de politique générale quant aux ressources affectées au développement industriel. Elle souhaite donc que la Commission adopte sans tarder le projet de résolution en question.

36. M. WILMOT (Ghana), soutenu par M. TOURE (Guinée), appuie le projet de résolution.

37. M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que sa délégation a pour principe de s'opposer à l'imputation du coût d'activités opérationnelles sur le budget ordinaire de l'ONU. Cependant, consciente de l'importance des activités de l'ONUDI, elle est éventuellement prête à faire une exception.

38. Elle tient néanmoins à formuler quelques réserves. En ce qui concerne le paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution A/C.2/L.959, elle en interprète le texte comme signifiant que l'ouverture d'un chapitre distinct dans le budget pour le programme d'assistance technique au développement industriel n'entraînera pas une augmentation des crédits inscrits

*Reprise des débats de la 1112ème séance.

au titre V. Il ne s'agirait donc que d'une redistribution des ressources disponibles. Dans ce paragraphe, les mots "d'un montant approprié en rapport avec les besoins croissants des pays en voie de développement" devraient être remplacés par les mots "d'un montant égal au montant actuellement consacré à ces fins".

39. La délégation soviétique estime en outre qu'il conviendrait d'introduire dans le texte du paragraphe 3 du dispositif, après les mots "ressources ainsi allouées", les mots "y compris les contributions en monnaies nationales", ces mots étant justifiés par la nécessité d'utiliser les montants inscrits au titre V qui ne le sont pas.

40. Compte tenu de ces réserves, la délégation soviétique trouve le projet de résolution satisfaisant.

41. M. NEDIVI (Israël) dit qu'aux yeux de sa délégation il conviendrait de considérer le projet de résolution surtout comme un pas vers la création d'un titre spécial du budget de l'ONU consacré uniquement aux activités économiques et sociales. C'est de ce

point de vue-là que ce texte constitue une initiative intéressante.

42. Cependant, la délégation israélienne n'approuve pas les paragraphes 2 et 3 du dispositif, parce qu'ils écartent prématurément l'application des termes du paragraphe 4 du dispositif de la résolution 2029 (XX) de l'Assemblée générale portant création du Programme des Nations Unies pour le développement, et pourvoient aux besoins d'une centralisation en ce qui concerne le déboursement des fonds destinés à l'assistance, sans tenir aucunement compte de l'ensemble des besoins.

43. M. VIAUD (France) demande au Président s'il a prévu des consultations au sujet de cette question entre la Deuxième Commission et les autres organes intéressés, en particulier la Cinquième Commission.

44. Le PRÉSIDENT répond par l'affirmative, en indiquant que ces consultations ont déjà été entamées.

La séance est levée à 12 h 50.